

NATIONS UNIES

# Assemblée générale

QUARANTE-SIXIÈME SESSION

*Documents officiels*

CINQUIÈME COMMISSION  
25<sup>e</sup> séance  
tenue le  
jeudi 7 novembre 1991  
à 10 heures  
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 25<sup>e</sup> SEANCE

**Président** : M. MUNTASSER (Jamahiriya arabe libyenne)

**Président du Comité consultatif pour les questions  
administratives et budgétaires** : M. MSELLE

SOMMAIRE

POINT 107 DE L'ORDRE DU JOUR : PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE  
BIENNAL 1992-1993 (**suite**)

POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR : PLANIFICATION DES PROGRAMMES (**suite**)

Première lecture (**suite**)

Chapitre 22. Contrôle international des drogues

Chapitre 23. Commission économique pour l'Afrique

**Le présent** compte rendu **est sujet à rectifications.**  
Celles-ci doivent **porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées,**  
**dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication,** au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750,  
2 United Nations Plaza, **et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.**

**Les rectifications seront publiées après la clôture de la session,** dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE  
**A/C.5/46/SR.25**  
5 décembre 1991

**FRANÇAIS**

ORIGINAL : ANGLAIS

La séance est ouverte à 10 h 30.

POINT 107 DE L'ORDRE DU JOUR : PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1992-1993 (suite) (A/46/6/Rev.1, A/46/7)

POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR : PLANIFICATION DES PROGRAMMES (suite) (A/46/16 et Add.1)

Première lecture (suite)

Chapitre 22. Contrôle international des drogues

1. **M. BAUDOT** (Directeur de la Division de la planification des programmes et du budget) explique que le taux de croissance de 4,9 % tient exclusivement à la transformation de quatre postes non renouvelables, catégorie qui a été supprimée du projet de budget-programme, en postes permanents. Il rappelle qu'à la fin de 1990, la création de 20 postes a été autorisée au chapitre 22.

2. Il rappelle en outre que, dans sa résolution 451179, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'instituer un programme unifié des Nations Unies pour le contrôle international des drogues et de lui rendre compte à sa quarante-sixième session des mesures prises en la matière. Le Secrétariat a établi deux rapports : le document principal sur l'application de la résolution (A/46/480), en cours d'examen par la Troisième Commission; un rapport sur les arrangements administratifs et financiers concernant le programme (A/C.5/46/23), dont est saisi le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB). M. Baudot espère que la Cinquième Commission peut procéder à sa première lecture du chapitre 22 sans attendre l'achèvement des travaux de la Troisième Commission et du Comité consultatif sur la question.

3. **M. MSALLE** (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) signale que le CCQAB recommande l'approbation de la demande du Secrétaire général visant à transformer quatre postes temporaires en postes permanents. Comme l'indique le paragraphe 22.6 de son rapport (A/46/7), le Comité estime que, compte tenu de la forte augmentation des effectifs prévue pour le chapitre 22, il doit être possible de réduire le montant de 539 700 dollars demandé au titre des consultants. Il est convaincu que le recours aux nouvelles technologies améliorera la productivité du programme. M. Mselle présentera le rapport du CCQAB sur les arrangements administratifs et financiers concernant le programme lorsque la Commission examinera le rapport du Secrétaire général sur la question (A/C.5/46/23).

4. **Mme BERENGUER** (Présidente du Comité du programme et de la coordination) dit que le CPC a approuvé le descriptif du programme prévu au chapitre 22 avec une seule modification : l'addition au sous-programme 6 d'une quatrième priorité, à savoir la recherche des moyens d'élargir l'accès aux opiacés utilisés à des fins médicales légitimes.

5. Mlle MONTAÑO (Bolivie) constate avec satisfaction la priorité donnée par le Secrétariat au contrôle international des drogues, comme l'atteste le taux de croissance réelle de 4,9 % proposé pour ce chapitre. Il faut d'urgence redoubler d'efforts pour améliorer le système de surveillance et de contrôle des **stupéfiants**, mettre en oeuvre le Programme d'action mondial adopté par l'Assemblée générale à sa dix-septième session extraordinaire et accroître l'efficacité et la rentabilité du dispositif **onusienn** de lutte contre l'abus des drogues **conformément** à la résolution 4511/79. Il importe d'assurer au Programme les ressources qui lui permettront de mener à bien toutes les activités prévues. A cette fin, il faut constamment surveiller son budget pour en déterminer le montant adéquat. A cet égard, la Bolivie **attache** une importance particulière aux projets visant à remplacer la culture des opiacés par des cultures plus lucratives et à financer d'autres activités permettant aux pays en développement de s'assurer un revenu équivalent.

6. Si les ressources inscrites au budget ordinaire ont été réparties équitablement entre les huit sous-Programmes du chapitre 22, la répartition des **ressources** extrabudgétaires déséquilibre l'aide financière. C'est pourquoi la délégation bolivienne souligne la nécessité d'élargir la base financière des activités de fond et des programmes opérationnels. En outre, il faut améliorer la présentation du projet de budget-programme pour faciliter l'évaluation de la croissance réelle des ressources budgétaires, des fonds extrabudgétaires et de la somme des deux sources de financement. Enfin, pour corriger le déséquilibre dû à la répartition actuelle des ressources extrabudgétaires, il faut trouver le moyen d'assurer plus de souplesse à leur affectation.

7. La délégation bolivienne se réserve le droit de formuler des observations sur le rapport du Secrétaire général concernant les arrangements administratifs et financiers (A/C.5/46/23), lorsqu'il sera examiné par la commission.

8. M. COHEN (Etats-Unis d'Amérique) rend hommage au Secrétaire général et au Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues, qui se sont employés à améliorer l'action menée en 1991 par l'ONU pour assurer le contrôle des drogues. Les dépenses prévues au chapitre 22 représentent moins de 0,6 % du montant total demandé pour l'exercice biennal. Vu l'importance du Programme, le représentant des Etats-Unis ne juge pas excessif le taux de croissance réelle proposé de 4,9 %.

9. D'autres mesures visant à améliorer le Programme étant à l'étude, la délégation des Etats-Unis donnera son avis sur ces propositions le moment venu. Pour l'instant, elle se contente de préconiser d'attribuer au Programme davantage de postes inscrits au budget ordinaire, en mutant du personnel actuellement affecté à d'autres programmes et départements du Secrétariat.

10. **M. CLAVIJQ (Colombie)** indique que son pays, comme la Bolivie, attache une importance considérable à une répartition des fonds qui respecte l'orientation générale du Programme. Cette préoccupation est bien mise en lumière dans le rapport du CPC (A/46/16). Toutefois, le Programme étant tributaire des ressources extrabudgétaires pour 80 % de son financement, les pays donateurs devraient être tenus de verser des contributions générales non liées à des activités précises.

11. **M. ZARI-ZARRE** (République islamique d'Iran) dit que son pays, situé dans une région de transit pour le trafic de drogues entre l'Est et l'Ouest, attache une grande importance au contrôle international des drogues et a intensifié sa campagne coûteuse contre le trafic de ces substances. Le Secrétaire général a été dûment mandaté par les résolutions 39/146, 45/147 et 45/148 de l'Assemblée générale pour renforcer les activités de l'Organisation en matière de contrôle des drogues. Si le Secrétariat a fait du contrôle international des drogues l'une des priorités de ses propositions budgétaires et a prévu une forte croissance des ressources qui y sont consacrées, il est néanmoins préoccupant que cette activité soit à ce point tributaire des ressources extrabudgétaires.

12. **M. SPAANS** (Pays-Bas), prenant la parole au nom des 12 Etats membres de la Communauté européenne, indique que, comme la Troisième Commission n'a pas encore fini de délibérer sur les propositions concernant la structure du Programme et comme les Douze veulent étudier le rapport du Comité consultatif sur les dispositions administratives et financières, il reviendra ultérieurement sur le chapitre 22.

13. **M. RAE** (Inde) dit qu'en tant que victime du trafic de transit, son pays attache beaucoup d'importance au chapitre 22, qui correspond en fait à l'une des cinq grandes priorités définies par l'Assemblée générale à sa quarante-cinquième session. Il constate avec satisfaction que, dans le même esprit, une croissance considérable des ressources est proposée pour le Programme de contrôle international des drogues et qu'on prévoit une augmentation de près de 30 % de ses ressources extrabudgétaires. Etant donné le montant substantiel des contributions volontaires attendu, M. Rae ne comprend pas pourquoi on augmente le nombre de postes inscrits au budget ordinaire tout en diminuant celui des postes financés au moyen des ressources extrabudgétaires, comme l'indique le projet de budget-programme. En outre, il n'est pas satisfait de la raison donnée pour justifier la transformation de quatre postes non renouvelables en postes permanents. Si ces postes étaient initialement financés à titre conjoncturel pour aider le Secrétariat à honorer ses obligations conventionnelles et donner suite à la Conférence internationale de 1987 sur l'abus et le trafic illicite des drogues, comme l'indique le paragraphe 22.18 du projet de budget-programme, on peut supposer que ces activités étaient de caractère temporaire. Si de nouvelles activités justifient le financement de postes à titre permanent, la proposition doit les identifier.

(M. Rae, Inde)

14. En tant que premier producteur d'opiacés à des fins médicales légitimes, l'Inde juge très important que l'on puisse *en* faire plus aisément usage, conformément aux résolutions S-1712 de l'Assemblée **générale** et E/1990/31 du Conseil économique et social. Le représentant de l'Inde souhaite des indications précises de la part du Secrétariat sur les ressources financières et humaines affectées à ces activités dans le système des Nations Unies. La délégation indienne se réserve aussi le droit de revenir ultérieurement sur les questions traitées dans le document A/C.5/46/23.

15. M. GREGG (Australie) dit que son pays attribue une priorité élevée au contrôle international des drogues et, dans l'ensemble, il donne son assentiment aux effectifs et au montant des ressources proposés. Toutefois, comme les Etats membres de la Communauté européenne, la délégation australienne estime que la décision finale sur le chapitre 22 doit être reportée tant que plusieurs questions, comme celles dont traite le document A/C.5/46/23, n'ont pas été abordées.

16. Mme ERKISSON FOGH (Suède) fait savoir que sa délégation souhaite également revenir *sur* le chapitre 22 ultérieurement.

17. M. INOMATA (Japon) préconise, comme certaines des questions traitées au chapitre 22 ne relèvent pas de la compétence de la Troisième Commission, de trouver une meilleure façon de traiter la question du contrôle international des drogues plutôt que d'attendre la fin des débats de la Troisième Commission. Si la Cinquième Commission **décide** d'attendre, elle risque fort d'être à court de temps. Le représentant du Japon fait observer que toute décision prise à la séance en cours peut être **modifiée** à l'issue de consultations ultérieures.

18. Abordant les questions budgétaires, il rappelle qu'à sa quarante-cinquième session, l'Assemblée générale a **approuvé** une augmentation nette de 20 postes pour le contrôle international des drogues dans les prévisions révisées pour l'exercice biennal 1990-1991. Maintenant, le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1992-1993 propose pour ce chapitre un taux de croissance réelle de 4,9 %. Avec le regroupement des diverses entités supposées distinctes s'occupant de drogues, la délégation japonaise s'attendait à davantage d'efficacité et d'économies. Certes, le contrôle international des drogues constitue l'une des cinq grandes priorités, mais il faudra bien, à un certain stade, décider si le Programme a une ampleur suffisante.,

19. Il y a des divergences de vues considérables entre les délégations quant au financement extrabudgétaire. En la matière, la Commission doit s'inspirer de la pratique en vigueur et des dispositions de l'Article 17 de la Charte, qui stipule que les dépenses de l'organisation sont supportées par les Membres, selon la répartition fixée par l'Assemblée générale. Le représentant du Japon est d'accord avec celui de la Colombie en ce qui **concerne** les

(M. Inomata, Japon)

ressources extrabudgétaires: si l'on continue par nécessité à faire excessivement appel à ces ressources, il faudra trouver le moyen d'augmenter les contributions sans affectation précise.

20. Mme BEAULIEU (Canada) dit que sa délégation souscrit au processus de restructuration, mais qu'elle se réserve le droit de revenir sur la question quand on aura plus de précisions.

21. M. PANOV (Bulgarie) juge qu'étant donné l'importance du problème, la Commission doit surseoir à sa décision tant qu'elle ne connaît pas les résultats des délibérations de la Troisième Commission.

22. M. IRUMBA (Ouganda) estime dangereux que la Commission ajourne ses décisions pour cette seule raison que d'autres commissions envisagent d'en prendre. Il ne voit pas comment elle peut avancer dans ses travaux en suivant une telle procédure. La délégation ougandaise approuve le généreux taux de croissance réelle de 4,9 % proposé pour le chapitre 22. Elle pense aussi qu'il faut établir un équilibre entre le budget ordinaire et les ressources extrabudgétaires.

23. Enfin, M. Irumba souhaite savoir quelle suite la Commission va donner aux propositions formulées dans le rapport du Secrétaire général sur les arrangements administratifs et financiers concernant le Programme international de contrôle des drogues (A/C.5/46/23) et quand elle sera en mesure de débattre des conclusions et des recommandations y relatives du Comité consultatif. La délégation ougandaise souscrit aux activités prévues au titre du Programme mais, comme le représentant de l'Inde, elle est préoccupée par la proposition visant à transformer des postes temporaires en postes permanents. Elle ne se déclarera toutefois pas contre la proposition.

24. M. DANKWA (Ghana) dit que sa délégation approuve le descriptif du programme et les prévisions figurant au chapitre 22, ainsi que les recommandations du Comité consultatif. Elle aurait été prête à accepter un taux de croissance réelle supérieur à 4,9 % et plus de 30 % d'augmentation des ressources extrabudgétaires.

25. Quant à la procédure, la délégation ghanéenne est disposée à examiner le rapport du Secrétaire général (A/C.5/46/23) sans attendre les observations du Comité consultatif pour prendre une décision sur le chapitre 22. Selon la procédure budgétaire en vigueur, les prévisions sont approuvées compte non tenu des incidences sur le budget-programme de décisions adoptées à la session en cours. La Commission doit donc prendre une décision provisoire sur le chapitre 22 et considérer toute incidence financière au cours de consultations officieuses.

26. M. GREGG (Australie) précise qu'il ne préconisait pas, dans son intervention précédente, de surseoir à une décision sur le chapitre 22, comme cela avait été le cas pour les chapitres 2 et 6. Toutefois, si les observations attendues du Comité consultatif ont une incidence directe sur la décision de la Commission, il ne faut pas les considérer à titre officieux.

27. **M. MSELLE** (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) dit que le **CCQAB** n'a commencé que la veille à examiner le rapport du Secrétaire général sur les dispositions administratives et financières (**A/C.5/46/23**). Il ne peut encore préciser à quel moment il parviendra à des conclusions, ni quelle en sera la teneur, lorsqu'il aura examiné ce rapport et le rapport connexe du Secrétaire général sur les mesures prises pour appliquer la résolution **45/179 (A/46/480)**. Le Comité consultatif poursuivra son examen des deux rapports et de toutes conclusions de la Troisième Commission et il tiendra la Cinquième Commission informée des résultats de ses **délibérations**. Le rapport du Comité consultatif sur son examen du document **A/C.5/46/23** doit être un rapport écrit officiel, car il concerne des dispositions administratives et financières intéressant le règlement financier et le règlement du personnel de l'Organisation. La Cinquième Commission ne peut donc l'examiner en consultations **officieuses**.

28. **M. BAUDOT** (Directeur de la Division de la planification des programmes et du budget), répondant aux questions posées, dit que la transformation proposée des postes temporaires non renouvelables en postes permanents vise à rendre le projet de budget plus transparent en éliminant une définition dont l'intérêt résidait principalement dans le fait que les postes n'étaient pas inscrits au tableau d'effectifs et n'étaient pas pris en compte dans le calcul du taux de croissance. Dans le cas du chapitre 22, cette définition n'était plus valable et il était indiqué dans les propositions budgétaires que les postes créés sur cette base **étaient** en fait indispensables pour le programme. M. Baudot essaiera d'étayer cette affirmation par des données plus détaillées durant les consultations officielles. La transformation proposée n'a pas d'incidences financières, car le coût des postes en question a été incorporé dans le présent budget-programme, bien qu'ils ne **figurent** pas dans le tableau d'effectifs. Elle ne créera donc aucune charge supplémentaire au niveau du budget ordinaire.

29. Répondant aux **observations** du représentant de l'Inde, M. Baudot dit que la diminution apparente indiquée dans le tableau 22.4 pour le **nombre** des postes financés par des fonds extrabudgétaires ne correspond pas à la réalité. En effet, comme on le signale dans la note au bas de ce tableau, un grand nombre de postes qui sont financés dans le cadre d'un accord conclu avec le PNUD ne sont pas compris. La situation réelle pour les postes extrabudgétaires liés au Programme n'a pas encore **été** totalement éclaircie. En ce qui concerne la question qui a été posée sur les fonds et les postes prévus pour les activités concernant la production licite de stupéfiants, M. Baudot fournira la réponse à une date **ultérieure**. En conclusion, il assure la Commission que le Secrétariat a bien noté **toutes** les **observations** faites au cours du débat.

30. Le **PRESIDENT**, préconisant une approche souple, invite la Commission à prendre une décision sur le chapitre 22 selon la procédure habituelle, à poursuivre la discussion en consultations officielles et à tenir **des séances** - officielles et officielles - comme il conviendra, pour examiner le rapport du Secrétaire général publié sous la cote **A/C.5/46/23** et les observations y relatives du Comité consultatif.

31. **M. IRUMBA** (Ouganda) dit qu'il faudra tenir une **séance** officielle, compte tenu des observations du Président du Comité consultatif. Si la procédure suggérée par le Président prévoit cette séance, sa délégation n'y sera pas opposée.

32. **Mme ROTH ISER** (Autriche) dit que, avant d'exposer les idées de sa **délégation** sur la chapitre 22, elle souhaitait avoir un tableau complet de la situation, y compris les observations du Comité consultatif sur le document A/C.5/46/23. En conséquence, elle approuve la procédure suggérée par le Président et réserve à sa **délégation** le droit de commenter à une date ultérieure les propositions relatives au chapitre 22.

33. **M. MSELLE** (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires; dit que, si la Commission suit la suggestion du Président, cela ne présente pas de grave danger, car le rapport du Secrétaire général A/C.5/46/23 ne contient aucune proposition prévoyant des **postes** ou des fonds **supplémentaires**. Il se peut qu'après avoir examiné le rapport du Secrétaire général A/46/480, la Troisième Commission soumette des **recommandations** qui nécessiteront effectivement des postes et des fonds supplémentaires. Dans ce cas, elles seraient examinées **selon** la procédure habituelle envisagée pour les propositions résultant d'une décision de la Troisième Commission, c'est-à-dire sur la base d'un état, établi par le Secrétaire général, des incidences sur le budget-programme. En conséquence, si la Cinquième Commission prend une décision provisoire sur le chapitre 22, la Commission reprendra le débat en **séance** officielle, en se fondant sur le rapport que le Comité consultatif présentera au sujet du document A/C.5/46/23 et sur les recommandations qui seraient formulées éventuellement par la Troisième Commission.

34. **M. INOMATA** (Japon) se **déclare** satisfait des propos tenus par le Président du Comité consultatif et espère que, comme celui-ci l'a indiqué, les propositions contenues dans le document A/C.5/46/23 n'exigeront pas de ressources supplémentaires. Toutefois, la transformation proposée du poste de directeur exécutif du Programme en poste permanent est à replacer dans le contexte plus vaste de la restructuration générale des organes des Nations Unies à Vienne et de la demande que l'Assemblée générale a adressée au **Secrétaire** général d'identifier quatre postes de haut niveau à supprimer. Outre le Programme pour le contrôle international des drogues, la Cinquième Commission doit également examiner la **question** plus vaste de la restructuration des services de Vienne; M. Inomata estime qu'on ne peut pas dissocier ces deux questions .

35. **M. RAE** (Inde) fait sienne la suggestion du Président quant à la façon dont la Commission devrait **procéder**. Il reviendra lors des consultations officielles sur les questions qu'il a soulevées antérieurement au sujet des **ressources** suffisantes à prévoir pour la production licite de stupéfiants et au sujet de la titularisation des postes.



36. M. DANKWA (Ghana) pense que la Commission devrait fixer son attention sur le chapitre 22. Comme le rapport du Secrétaire général A/C.5/46/23 ne constitue pas un élément du projet de budget-programme, ses incidences devraient être examinées dans un autre contexte.

37. Le PRESIDENT dit que, s'il n'y a pas d'objection, il considérera que la Commission décide de faire siennes les conclusions et recommandations que le CPC, aux paragraphes 301 et 302 de son rapport (A/46/16), a formulées au sujet du chapitre 22.

38. Il en est ainsi décidé.

39. La recommandation du Comité consultatif tendant à ouvrir un crédit de 13 632 300 dollars au chapitre 22 pour l'exercice biennal 1992-1993 est approuvée en première lecture, étant entendu que les questions soulevées lors des débats seront examinées au cours des consultations officielles et qu'il sera procédé aux ajustements nécessaires.

40. M. IRUMBA (Ouganda), expliquant la position de sa délégation, dit que, d'après son interprétation, la décision qui vient d'être prise n'englobe pas les propositions présentées dans le document A/C.5/46/23 et qu'il reviendra sur ces propositions lors des consultations officielles.

#### Chapitre 23. Commission économique pour l'Afrique

41. M. BAUDOT (Directeur de la Division de la planification des programmes et du budget) signale que la part qui incombe au PNUD dans le financement du Système panafricain de documentation et d'information (PADIS) est garantie pour l'exercice biennal 1992-1993. En ce qui concerne la subvention non renouvelable de 850 000 dollars que l'on propose d'octroyer à l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP) pour quatre postes (A/46/6/Rev.1, par. 23.16), le PNUD préfère parrainer des projets déterminés plutôt que de verser une contribution pour le financement général de l'Institut. S'agissant des ressources prévues pour la formation du personnel linguistique à la CEA (par. 23.99), le rapport du Secrétaire général sera bientôt présenté au Comité consultatif pour qu'il l'examine, de même que le rapport sur la création d'un poste temporaire pour l'évaluation à la CEA. Enfin, en ce qui concerne l'Institut africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, si la Troisième Commission adopte une résolution comportant des incidences sur le budget-programme, la question sera naturellement portée à l'attention de la Cinquième Commission.

42. M. MSELLE (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) signale que les réductions générales recommandées par le Comité consultatif n'ont pas été appliquées pour les commissions régionales, excepté la Commission économique pour l'Europe (CEE). Le Comité avait noté les importants soldes inutilisés enregistrés aux chapitres correspondants, qui étaient dus pour une bonne part au nombre des

(M. Mselle)

vacances du poste dans les commissions régionales. Vu les préoccupations exprimées par le Comité consultatif et la Cinquième Commission, le Secrétariat a pris des dispositions pour réduire les taux de vacance de poste. Ces taux restent supérieurs à 5 % dans certaines commissions - chiffre qui a été retenu pour le calcul des dépenses de personnel dans le budget ordinaire - mais d'autres mesures ont été introduites entre-temps en vue de les réduire encore davantage. Quant à la réduction du crédit proposé pour la CEE, la Cinquième Commission notera que cet organe a utilisé divers services fournis par l'Office des Nations Unies à Genève, par exemple des services de conférence, les services administratifs et des services généraux.

43. Dans le chapitre de son rapport consacré à la Commission économique pour l'Afrique (CEA), le Comité consultatif a noté que le nombre de postes extrabudgétaires financés par des organismes des Nations Unies autres que l'ONU devrait être indiqué dans le tableau d'effectifs de la CEA (A/46/7, par. 23.6). En ce qui concerne les centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC), les divers organes qui ont analysé leurs activités ont conclu qu'ils devaient être de nouveau renforcés. Le Comité consultatif considère qu'il importe de définir très soigneusement leurs programmes de travail pour exclure toutes les activités qui risqueraient de faire double emploi avec celles du siège de la CEA. En particulier, il convient de mieux préciser le rôle qui revient respectivement au secrétariat de la CEA et aux MULPOC dans la formulation et l'exécution des programmes (A/46/7, par. 23.11).

44. Le Comité consultatif approuve le reclassement de P-4 à P-5 du poste de chef de la Section des transports ainsi que la création proposée d'un poste P-4 d'éditeur et d'un poste P-3 d'analyste fonctionnel, à titre permanent, à la CEA. Il compte examiner prochainement le programme de formation suggéré pour le personnel linguistique.

45. Mme B. RENQUER (Présidente du Comité du programme et de la coordination) constate que les activités proposées au chapitre 23 se rattachent aux cinq priorités définies par l'Assemblée générale. Les paragraphes 304 à 314 du rapport du CPC doivent être rapprochés des paragraphes 432 à 439 (programme concerné les questions et politiques relatives au développement à la CEA). Dans ces derniers paragraphes, le Comité a réaffirmé la validité des objectifs des MULPOC et noté que la pénurie de ressources financières et humaines avait continué d'empêcher les centres de s'acquitter pleinement de leur mandat; il a recommandé que l'Assemblée générale tienne pleinement compte des recommandations figurant dans le rapport d'évaluation au sujet des ressources à prévoir. On a insisté notamment sur le fait qu'il fallait renforcer le fonctionnement des MULPOC (A/46/16, par. 310).

46. Le Comité a souligné qu'il importait que des fonds extrabudgétaires suffisants soient mis en temps voulu à la disposition de la CEA et qu'on puisse prévoir leur montant: il a déploré les propositions qui visent à soustraire des ressources aux secteurs sociaux pour les transférer à d'autres

(Mme Berenguer)

secteurs et recommandé de prendre des mesures pour faire en sorte que ce redéploiement de **ressources** ne compromette pas l'exécution des programmes dans les secteurs sociaux. C'est pourquoi le Secrétaire général devrait prendre des dispositions pour renforcer la fonction d'évaluation à la CEA. L'oratrice note que le Conseil économique et social, dans sa résolution 1991/82, a lancé un appel pour le financement de postes supplémentaires dans les MULPOC et pour la fourniture de ressources financières supplémentaires.

47. **M. ELDEEB** (Egypte) dit que la CEA est une composante importante du système des Nations Unies car elle focalise les préoccupations des Etats Membres à l'égard de l'Afrique. Ces préoccupations se trouvent dûment reflétées dans le plan à moyen terme, et leur matérialisation nécessite à présent un financement approprié pour le chapitre 23 (CEA) dans le cadre du budget ordinaire, du fait qu'on ne peut garantir l'obtention de fonds extrabudgétaires. En conséquence, la **délégation** égyptienne accueille favorablement les recommandations du Comité consultatif relatives au chapitre 23. A son avis, le crédit demandé (67 089 800 dollars) constitue le minimum requis pour l'exécution des programmes de la CEA et elle fera tout son possible pour favoriser un consensus sur ce chapitre au sein de la Commission.

48. **M. ONWUALIA** (Nigeria) dit que le chapitre 23 est extrêmement important. Le taux modeste proposé pour la croissance réelle (2,7 %) ne reflète pas la priorité que l'Assemblée générale a accordée au développement de l'Afrique. Les indications données dans le tableau 23.1 du projet de budget-programme montrent bien que la situation financière n'est pas favorable; par exemple, le principal contribuant - le **PNUD** - a ramené sa contribution de 19,2 millions de dollars pour l'exercice biennal 1990-1991 à 17,9 millions de dollars pour l'exercice 1992-1993. La dotation d'un grand nombre de secteurs prioritaires, notamment l'environnement et les établissements humains, est insuffisante. L'importance excessive accordée aux fonds extrabudgétaires pour le financement de la CEA suscite une inquiétude particulière. La délégation nigérienne souscrit pleinement à la recommandation du CPC qui souligne la nécessité de fournir des ressources appropriées aux **MULPOC**. Tous les postes vacants devraient être pourvus dans les centres. Il est également important de fournir des subventions à l'Institut africain de développement économique et de planification. La délégation nigérienne attend avec intérêt le rapport sur la relance du programme de formation pour le personnel linguistique de la CEA.

49. Les programmes de la Commission doivent être **améliorés**. La délégation nigérienne s'étonne que la proposition visant à créer un service d'évaluation à la CEA n'ait apparemment pas été prise au sérieux: elle compte revenir sur cette question lors des consultations officielles dont le chapitre 23 fera l'objet. Enfin, elle engage le Secrétaire général à débloquer tous les fonds qui ont été **approuvés** pour la CEA dans le cadre du budget ordinaire avant que les crédits ne soient **annulés** à la fin de l'exercice.

50. **M. SPAANS** (Pays-Bas), parlant au nom des 12 Etats membres de la Communauté européenne, va s'exprimer en termes généraux sur les chapitres 23 à 27 du projet de budget-programme. Les **Douze** constatent qu'une grande partie du travail **effectué** par les commissions régionales **est** très **appréciée** des **Etats** membres et ils soulignent **la** nécessité d'améliorer la coordination entre ces commissions et les organisations internationales compétentes, notamment les institutions spécialisées des Nations Unies, afin d'éviter tout double emploi. Rapportées à celles des départements organiques du secrétariat **central**, les activités et les ressources des commissions **régionales** sont substantielles, et on est donc en droit de s'attendre que ces commissions contribuent de façon efficace au développement économique et social, compte tenu de l'évolution récente des relations internationales.

51. Les Douze savent que les besoins varient suivant les régions et que les conditions prévalant au fonctionnement de chaque commission peuvent être très différentes. **Ils** étudieront avec soin les observations du Président du Comité consultatif concernant l'application des réductions générales recommandées par ledit comité, et ils estiment que les questions en jeu méritent un examen plus approfondi dans le cadre de consultations officielles.

52. **M. COHEN** (Etats-Unis d'Amérique) **dit** que la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a un rôle important à jouer dans le développement économique et social de l'Afrique. Cependant, il n'est pas convaincu que la structure et les programmes de travail prévus dans le budget-programme soient **très** utiles à cet égard et, au contraire d'autres délégations, il ne pense pas qu'une augmentation substantielle des ressources de la CEA **corrigerait** cette situation. Si **l'on** ne modifie pas substantiellement l'orientation générale des programmes de travail décrits au chapitre 23 et dans d'autres Chapitres, l'augmentation des dépenses du budget ordinaire n'aura guère d'effet. Il est bon de rappeler que les recommandations du Groupe des Dix-Huit, que l'Assemblée générale a **approuvées** par consensus (résolution 41/213), énonçaient un certain nombre de propositions visant à améliorer les programmes économiques et sociaux de **l'ONU**.

53. En ce **qui** concerne **les postes financés** par des fonds **extrabudgétaires** affectés à la CEA, il ressort du paragraphe 23.6 du rapport du Comité consultatif que le tableau d'effectif n'indique pas leur nombre total. La délégation des **Etats-Unis** aimerait connaître le nombre total des postes de la CEA financés par des fonds extrabudgétaires. Le Comité consultatif note **également** que le projet de budget-programme n'indique pas le nombre total des postes affectés **aux** centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC). La délégation des **Etats-Unis** déduit du paragraphe 23.9 du rapport du CCQAB que l'effectif total des MULPOC est de 81 postes et **non** de 53 comme l'indique le tableau 23.11 du projet du Secrétaire général. Elle pense **avec** le **Comité** consultatif que les futurs projets de budget-programme **devraient** indiquer **plus** clairement les ressources affectées aux MULPOC, qu'il s'agisse du budget ordinaire ou de fonds extrabudgétaires.

(M. Cohen, Etats-Unis)

54. La délégation des Etats-Unis fait de sérieuses réserves concernant le projet de subvention à l'Institut africain de développement et de planification (IDEP). Elle estime que le budget ordinaire de l'Organisation ne doit pas servir à ce genre de fins, et elle est particulièrement troublée par la référence à des consultations tripartites sur le financement futur de l'Institut qu'on trouve dans le paragraphe 23.8 du rapport du CCQAB. Elle aimerait disposer de renseignements plus précis concernant le statut de ces consultations. La délégation américaine veut croire que toute décision prise sur ce sujet et susceptible d'avoir une incidence sur le budget ordinaire serait soumise à l'approbation de l'Assemblée générale. On ne peut s'attendre que les Etats Membres financent les dépenses de l'Institut au moyen de leurs quotes-parts sans être admis à participer aux discussions pertinentes.

55. La délégation des Etats-Unis est également préoccupée par la décision de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) de retirer son appui et ses administrateurs aux projets opérationnels de développement industriel. Etant donné la priorité qui devrait être accordée à ce domaine d'intervention, elle espère que l'ONUDI reviendra sur sa décision.

56. Enfin, la délégation des Etats-Unis aimerait obtenir du Secrétariat des renseignements plus précis sur les incidences de la relance du programme de formation de traducteurs-rédacteurs, auquel plus de 700 000 dollars seraient affectés pour l'exercice biennal 1992-1993, ainsi que sur les besoins de personnel temporaire requis pour assurer le service des réunions de la CEA. Pendant la quarante-cinquième session, plusieurs délégations avaient laissé entendre que le programme de formation des traducteurs-rédacteurs fournirait à la CEA un effectif permanent qui dispenserait d'avoir recours à du personnel temporaire venu de Genève.

57. M. NKOUNKOU (Congo) appuie les conclusions et recommandations contenues dans les paragraphes 310 à 314 du rapport du Comité du programme et de la coordination (CPC) (A/46/16). Sa délégation aussi est préoccupée par la décision de l'ONUDI de retirer son appui et ses administrateurs des projets opérationnels de développement industriel, et il aimerait que le Secrétariat indique où en sont ceux de ces projets qui doivent se poursuivre pendant le prochain exercice.

58. M. NEGGA (Ethiopie) approuve les observations faites par les représentants de l'Egypte, du Nigéria et du Congo et rappelle l'importance que le plan à moyen terme pour 1992-1997 attribue à la coopération régionale pour le développement de l'Afrique. Dans ce contexte, le taux de croissance réelle de 2,7 % retenu pour le chapitre 23 ne correspond pas vraiment aux besoins de la CEA pour l'exécution du programme de travail décrit dans le projet de budget-programme.

59. En ce qui concerne les MULPOC, la délégation éthiopienne appuie la recommandation énoncée au paragraphe 310 du rapport du CPC (A/46/16), qui souligne la nécessité de renforcer le fonctionnement des MULPOC de façon à

(M. Negga, Ethiopie)

leur permettre de s'acquitter efficacement de leur mandat. Il faudrait donc dégager les **ressources nécessaires** à ce renforcement. M. Negga prend également acte des ressources prévues pour la formation du personnel. A cet égard, il appuie la relance du programme de formation de traducteurs-rédacteurs dans **les langues officielles de la CEA**.

60. De l'avis de la délégation éthiopienne, le faible taux de croissance réelle envisagé risque d'avoir **un** effet négatif **sur** certains sous-programmes importants comme ceux du **développement** social, de la promotion de la femme, du **développement** industriel et des **ressources naturelles**. Etant donné la situation critique dans laquelle se trouve l'Afrique, ces sous-programmes, comme beaucoup d'autres, devraient bénéficier d'une attention plus soutenue que **jamais**. Le Directeur de la **Division** de la planification des programmes et du budget jugera **sans** doute bon d'expliquer **les raisons** qui ont motivé le projet de réaffectation des ressources en **question**.

61. **M. MONTHE** (Cameroun) dit qu'en examinant les chapitres 23 à 27 du projet de budget-programme, la **Cinquième Commission** devra **se** demander si les propositions du Secrétaire général donnent aux **commissions** régionales les moyens de jouer le rôle de pivot en matière de développement. Elle devra **aussi** garder à l'esprit les conditions dans **lesquelles** ces **commissions** fonctionnent et les ressources qui leur sont affectées.

62. En ce qui concerne plus particulièrement le chapitre 23, la situation de la CEA semble très précaire, qu'il s'agisse du budget ordinaire ou des fonds extrabudgétaires. L'efficacité avec laquelle les 67 millions de dollars de crédits prévus au budget ordinaire **seront** employés dépendra en grande partie de l'aptitude du Contrôleur et du Directeur de la **Division** de la **planification** des programmes et du budget à résoudre les habituels **problèmes** de **trésorerie**. D'ici la **fin** du **prochain** exercice biennal, la **Commission** risque de s'apercevoir que seulement une quarantaine de millions de dollars auront été effectivement employés. Les 39,5 millions de dollars de **fonds** extrabudgétaires comprennent des contributions du PNUD et du Fonds des Nations Unies pour la population (**FNUAP**), l'une et l'autre fortement **réduites** par rapport au montant estimatif des dépenses de 1990-1991; de plus, étant donné la tendance croissante du FNUAP à faire cavalier seul, la CEA risque de se retrouver **sur** des **sables mouvants**.

63. Le taux de croissance réelle a **été fixé à 2,7 %**. Pour savoir s'il est **suffisant**, la **Commission** doit étudier **ses** incidences **sur** le programme. De ce point de vue, les tableaux des paragraphes 23.5 et 23.6 du projet de budget-programme indiquant **les pourcentages** estimatifs de répartition des ressources ne servent **guère** qu'à mettre en évidence l'écart entre le budget ordinaire et les fonds extrabudgétaires et à confirmer la nécessité de consacrer des moyens plus **importants** au **programme** de travail. Le Comité du **programme** et de la coordination a dit à plusieurs reprises qu'il faut **réaménager** la structure des **programmes** de la CEA, et M. Moathe se demande **combien** des 21 sous-programmes énumérés pourront être réellement mis en oeuvre.

(M. Monthe, Cameroun)

64. Quant au personnel, la baisse du taux de vacance de poste est encourageante, mais il reste encore à résoudre les problèmes de moral par des mesures d'encouragement **basées** sur une saine gestion et sur la mobilité. Au chapitre des innovations technologiques, le projet d'informatisation a été **complètement** réalisé et on peut compter que les 300 micro-ordinateurs installés accroîtront la productivité. Cependant, l'effectif des MULPOC n'est pas complet, car le Secrétariat n'a pas pourvu le nombre minimum de postes requis, en alléguant qu'un redéploiement s'imposait à la CEA. Pour ce qui est du Système panafricain de **documentation** et d'information (**PADIS**), la décision prise par le PNUD en rend le financement incertain. De plus, l'Institut africain de développement et de planification est traité en parent pauvre, et il convient d'envisager le principe d'une subvention et d'un financement imputés sur le budget ordinaire. Par ailleurs, M. Monthe note avec satisfaction que le Secrétariat publiera prochainement des rapports sur l'évaluation et sur la formation linguistique.

65. Pour conclure, tout en prenant acte du projet de construction d'installations à la CEA décrit au chapitre 35, projet qu'il commentera en temps opportun, M. Monthe souligne la nécessité d'une refonte globale plutôt que d'une amélioration au coup par coup du fonctionnement de la Commission. La CEA doit s'appuyer sur une base financière solide; il faut lui assurer des perspectives de croissance et redonner **le moral** à son personnel si l'on veut qu'elle devienne un véritable tremplin pour le développement social et économique de l'Afrique.

La séance est levée à 13 h 10.